

La CII des luttes pour une informatique française

avril 1974 - avril 1975

Dans une première partie nous avons abordé de 1963 à 1973 l'histoire de la puissance publique dans l'industrie informatique française avec l'affaire Bull, l'abandon du Plan Calcul et l'opposition au plan européen.

Pour cet article, nous souhaitons orienter les projecteurs sur le contexte et les moments forts d'une mobilisation syndicale et sociale qui a marqué la région toulousaine au cours des années 1974 et 1975.

La fusion de la Compagnie internationale pour l'informatique (CII) avec Honeywell Bull s'engage en 1974. En mai 1974, avec l'élection de Giscard d'Estaing Président de la République un tournant s'opère dans la politique économique et sociale du gouvernement avec une inflation galopante (+17 %), un chômage qui explose (542 100 soit + 24 %) et le bradage de secteurs industriels. Dans le même temps, les luttes et l'unité syndicale CGT/CFDT/FEN se renforcent.

Le « jeune » programme commun de la gauche redonne espoir.

Face aux difficultés commerciales de la CII par suite des attermolements de ses actionnaires et des pouvoirs publics, deux stratégies s'opposent entre ceux qui veulent poursuivre l'expérience européenne et ceux qui optent pour une fusion avec Honeywell Bull.

Des tractations s'engagent dans le plus grand secret jusqu'à début 1975 entre les PDG des groupes français (celui de la CII n'a jamais été intégré dans la négociation), de Honeywell Bull et du gouvernement français, ce que reconnaîtra la direction de la CII lors d'un CCE en avril 1975.

Dès septembre 1974 la coordination CGT CII alerte dans une déclaration sur l'avenir de la CII : « L'annonce pour les deux ans à venir d'un arrêt de la croissance de l'entreprise va à l'encontre des possibilités offertes par le développement prévisible des techniques et des besoins en informatique. Malgré

le financement public considérable qui a permis à la CII d'atteindre une taille conséquente, force est de constater que Thomson/ CGE se refusent à assumer les responsabilités d'un développement ultérieur nécessaire... »

La CGT réaffirme son attachement à une politique d'indépendance nationale ainsi que sa volonté de défendre l'emploi et les qualifications des salariés de la CII, « ce qui passe par la nationalisation seule perspective aux problèmes de l'industrie informatique. »

A la mi-septembre, la CGT de l'entreprise s'inquiète des informations distillées dans la presse nationale et locale qui annoncent l'avenir de la CII doit se jouer dans les semaines à venir. Or, critique le syndicat : « une fois de plus les travailleurs et leurs représentants sont tenus à l'écart des décisions qui vont se prendre ». La CGT insiste une fois encore sur la nécessaire nationalisation de la CII qui



Manifestation le 7 octobre 1975 contre le plan d'austérité du Premier Ministre Raymond Barre, pour l'emploi et la défense de l'informatique. (Photo Patricia Garric).

permettrait, même dans le système actuel, une sécurité de l'emploi et surtout la possibilité de développer une industrie nationale de l'informatique indépendante des monopoles étrangers. « Il est donc possible, assure le syndicat, de continuer à construire des ordinateurs et non des « casseroles » comme certains le pensent ». La CFDT est à ce moment-là sur cette position : l'emploi avant tout et quel qu'il soit.

UNIDATA : une fusion dangereuse.

Le 22 octobre lors d'une réunion la direction informe les syndicats que pour elle la meilleure solution de fusion était avec UNIDATA (solution européenne avancée aujourd'hui qui est une fusion avec Siemens et Philips dans le cadre d'UNIDATA et un accroissement des subventions d'Etat par le biais du CEA). C'est ce qu'elle demande au gouvernement.

Les syndicats CGT de tous les centres de la CII alertent dans un tract du danger de la fusion : « cela signifierait l'abandon du potentiel national, le déplacement des centres de décisions à l'étranger, une restructuration globale qui poserait des problèmes d'emplois pour tous les travailleurs ».

Dans cette période les baisses de charges se confirment, des mutations arbitraires imposées par la direction se multiplient dans différents secteurs de l'usine, la répression syndicale s'intensifie contre les délégués et contre la secrétaire du CE et son fonctionnement.

En novembre la riposte unitaire s'organise.

Le 19 novembre 1974, un appel unitaire au plan national, relayé par les Unions Départementales CGT/CFDT/FEN de Haute-



Une des nombreuses manifestations dans les rues de Toulouse avec une maquette d'ordinateur comme symbole de la lutte. (Photo Patricia Garric).

Garonne, appelle à une journée interprofessionnelle de grève et de manifestation. Cela se traduit par plus de 40 000 manifestants à Toulouse.

La CGT/CFDT de la CII se prononcent pour un débrayage pour l'emploi, le pouvoir d'achat, l'avenir de l'informatique française... et appellent à la solidarité et la coordination de tous les travailleurs en lutte (PTT, Cheminots SNIAS, APC, CII...).

Suite à la réunion du Comité central d'entreprise (CCE) du 5 décembre 1974, toutes les organisations syndicales se prononcent pour la nationalisation. Cependant en décembre à Toulouse, des menaces se précisent. La direction annonce en CE qu'elle ne souhaite pas renouveler les contrats de quinze salariés. Dans plusieurs secteurs de l'usine, sur les plates-formes de production et en méthodologie, les chefs de services recherchent des travailleurs prêts à accepter une mutation définitive à Paris. Syndicats et partis de gauche (PC, PS, Radicaux de gauche) se prononcent pour nationaliser et placer la CII sous contrôle de l'Etat. Des tracts sont diffusés par les syndiqués CGT dans les grands magasins, les quartiers,

les carrefours pour interpeller les pouvoirs publics.

Le 23 décembre 1974 dans une déclaration, la Fédération des métaux CGT et les syndicats CGT de Honeywell Bull et CII dénoncent les objectifs du gouvernement qui « s'oriente vers une intégration de la CII dans un groupement monopoliste multinational comme le souhaitent les grands trusts Thomson, CGE, Honeywell... ». Il s'agit d'assurer un financement public toujours plus important en direction des monopoles privés. Cette solution est, pour ces mêmes syndicats « contraire à l'intérêt du pays qui a besoin d'une industrie nationale dans ce secteur alors que la restructuration envisagée se traduira par des compressions d'effectifs ». Ils réaffirment « qu'il est possible et indispensable de développer une industrie informatique nationale à partir des succès techniques découlant du travail des 19 000 ouvriers, ingénieurs, cadres et techniciens de ces entreprises, à partir aussi des propositions contenues dans le programme commun de la gauche ». La Fédération CGT de la Métallurgie et les syndicats revendiquent la

nationalisation immédiate et simultanée des deux entreprises.

Dans le même temps, les américains avancent leur projet de fusion avec Honeywell. Dans les négociations en parallèles, ils exigent comme préalables : la maîtrise de la politique des produits par Honeywell, le refus de prendre en charge la production de la CII et de l'usine de Toulouse (1 790 salariés), l'arrêt des études de la CII sur les grosses machines et périphériques et le parc actuel, et la mise hors de portée de nationalisation du réseau international d'Honeywell Bull et CII.

Aucun des négociateurs français ne s'élève contre cette volonté d'Honeywell. Ils n'ont pas oublié qu'une éventuelle victoire de la gauche et du programme commun en mai 1974 aurait entraîné la nationalisation d'Honeywell Bull.

L'inquiétude gagne les 8 500 salarié-e-s de la CII.

La campagne de dénigrement envers la CII se poursuit, y compris par le Ministre de l'Industrie, la baisse des charges entraîne des décisions négatives de la direction envers les intérimaires, les contrats à durée limitée, les mutations volontaires.

Une bonne partie de la presse oriente l'opinion publique sur « la solution la moins mauvaise (européenne) UNIDATA » que la coordination CGT CII Toulouse et Région Parisienne avait condamnée fin 1974 soulignant « les menaces de nouvelles restructurations, rationalisations, abandons, démantèlement du potentiel technique et industriel donc des emplois ».

Face à cette situation plusieurs initiatives vont se succéder dans le premier semestre 1975 avec

dès janvier « la montée sur Paris ». A Toulouse forte de ses 55 % de voix aux élections de fin 1974, tous collègues confondus, et de ses 340 syndiqués dont 120 parmi les ingénieurs, cadres et techniciens sur un effectif de 1 500 salariés en CDI, la CGT est le fer de lance de la mobilisation. Dans un tract du 22 janvier la CGT assure que « près de 1 000 travailleurs rassemblés lundi dans l'unité CGT/CFDT devant la Préfecture ont montré leur détermination quant à la sauvegarde de leur emploi ». Ils sont décidés, est-il ajouté, à frapper à la porte des instances locales des pouvoirs publics pour se faire entendre. Malgré les propos rassurants par télex, du Ministre de l'Industrie, Michel d'Ornano sur des charges suffisantes de travail pour l'usine de Toulouse et sur l'intention du gouvernement de financer le développement de l'informatique, la direction refuse toujours d'embaucher les 80 contrats à durée limitée. Les salariés ne sont pas dupes.

En janvier, la montée à Paris avec le « train de la colère ».

Arrivés à Paris au petit matin par un train spécial, 400 salariés de Toulouse manifestent le 24 janvier 1975 dans la capitale devant le ministère de l'Industrie. Ils sont rejoints par leurs collègues des autres centres CII de la région parisienne également par des élus locaux PCF et PS. Le déplacement à Paris a été rendu possible par l'organisation de collectes dans les centres parisiens, les entreprises toulousaines, et la diffusion de bons de soutien. Sur la banderole unitaire, on peut lire : « Non aux licenciements, Oui à une informatique nationale ». Les slogans furent parmi les manifestants: « Giscard pipo... nous voulons du boulot ». La presse couvre l'événement et la VO spécial Impôt de février rend

compte de notre montée à Paris. Dans les jours qui suivent les syndiqués CGT multiplient les initiatives publiques dans la ville de Toulouse et en interne dans plusieurs secteurs de l'usine.

Dans un tract du 30 janvier la CGT note par exemple l'action à l'ORTF, le blocage du standard, la présence de 700 salariés devant le Capitole venus rencontrer le Maire, une initiative au Conseil Général. Les syndicats CGC et FO se sont joints au mouvement. Jusqu'à la montée à Paris nos actions ont eu un succès croissant. « Du silence dans lequel était tenue la situation de la CII, est-il noté, on est passé aux prises de position, aux articles de presse [...] Le pouvoir même incomplètement, a été contraint d'apporter des assurances sur l'emploi pour 1975, c'est donc avec optimisme que nous devons examiner la portée de notre action » Le 19 mars, a lieu à Paris une rencontre des syndicats CGT de CII et Bull des sites de Toulouse, Angers, Belfort et de la région parisienne (Louveciennes, Clayes sous-bois...). Les uns et les autres constatent la même politique patronale dans les deux entreprises : baisse des plans de charges, suppressions des contrats et intérimaires, réduction du temps de travail avec perte de salaire d'une heure à 2 heures suivant les centres...

Des actions CGT/CFDT avec pétitions et débrayages se poursuivent. Des motions communes demandent la nationalisation de la CII et Bull et une coordination CGT est mis en place. Une nationalisation que la CGT de Bull revendiquait déjà en 1964.

En avril 1975, est présentée la nouvelle société CII-Honeywell. A suivre.

Gérald Veirier, retraité section syndicale CGT Thales. Avec Edouard Pivotsky IDHS31 pour la partie archives.